

# Euro : pourquoi toucher au pacte budgétaire ?

**S**'il est élu à la tête de l'Etat, François Hollande entend renégocier le traité sur le pacte budgétaire européen paraphé le 30 janvier. Cela relève de la tactique politique. C'est néanmoins une mauvaise idée.

Pour justifier sa position, le candidat socialiste à l'élection présidentielle avance de bons arguments de fond. Comme il l'a expliqué jeudi 9 février au *Monde*, il ne faut pas ajouter à cet ensemble sur la discipline budgétaire – qui concerne au premier chef la zone euro – un « volet de croissance et d'emploi ». Nombre d'économistes, dont quelques Prix Nobel, partagent sa préoccupation. Ils jugent que la simultanéité des politiques d'austérité conduites en Europe va enfoncer un peu plus le Vieux Continent dans la récession – et, faute de recettes fiscales, dans la dette.

M. Hollande estime qu'une union monétaire, comme l'est la zone euro, suppose un instrument d'emprunt commun. Il ne s'agit pas de créer des euro-obligations pour mutualiser le fardeau des dettes souveraines, mais d'utiliser cet instrument pour le financement de grands projets.

Il réclame de muscler le budget européen, pour que l'Union « dispose de fonds structurels » destinés aux pays à faible croissance. C'est une nécessité si l'on veut que les

## Editorial

pays, souffrant d'un handicap de compétitivité, ne soient en permanence en situation de grave déficit commercial et, par suite, d'endettement chronique.

Sur tous ces points, M. Hollande a raison. Là où on ne le suit plus,

c'est sur la méthode choisie pour obtenir satisfaction. Laborieusement, vingt-cinq des vingt-sept pays de l'UE ont paraphé, le 30 janvier, un traité portant un double dispositif. Le premier concerne l'esquisse d'une « gouvernance économique commune », vieille revendication française, notamment formulée par la gauche. Le second pose de nouvelles règles de discipline budgétaire au sein de la zone euro, sanctions à la clé. L'ensemble dote l'euro d'un socle plus solide.

Il a fallu des semaines de difficiles pourparlers pour en arriver là. Le traité sera signé en mars, soumis à ratification des Parlements concernés d'ici à la fin 2012. Il entrera en vigueur en 2013, dès que douze des dix-sept membres de l'union monétaire l'auront ratifié.

Il ne faut pas rouvrir la négociation sur ce texte ; aucun de nos partenaires ne le souhaite. L'es-

quisse de cette nouvelle architecture de la zone euro a déjà contribué à l'amélioration récente de la situation. Comme Nicolas Sarkozy le demandait, à raison, la Banque centrale européenne prête maintenant massivement aux banques. Elle se donne le profil d'un institut d'émission intervenant en dernier ressort, ce que souhaite M. Hollande.

Rouvrir la négociation pourrait nuire à l'instauration du fragile climat de confiance retrouvé au sein de la zone. C'est d'autant plus inutile que les « ajouts » réclamés par le candidat sont souvent déjà en discussion à Bruxelles. Certains ne relèvent pas d'un traité. Les autres peuvent faire l'objet d'un nouveau texte dès lors que sera bouclée la difficile séquence ouverte le 30 janvier. Et qu'il ne faut pas interrompre. ■

**P. 11 et 17 et l'enquête p. 18**

## Pertes &amp; Profits | CHRONIQUE

PAR JEAN-BAPTISTE JACQUIN



## La nationalité des nuages

## Dassault Systèmes

Bernard Charlès est un homme pressé et pragmatique.

Depuis dix-sept ans qu'il dirige Dassault Systèmes, le champion français et numéro deux européen des logiciels derrière l'allemand SAP, il a toujours fait en sorte de tirer son entreprise vers les clients. Né dans le giron de l'avionneur Dassault, il a su s'en affranchir en diversifiant son activité bien au-delà de son logiciel de conception en 3D et en gagnant des clients internationaux qui n'avaient rien de captif. Les résultats record publiés par Dassault Systèmes le jeudi 9 février avant l'ouverture de la Bourse en témoignent. Le bénéfice net de l'année 2011 bondit de 31 % pour atteindre le niveau historique de 289 millions d'euros grâce à une forte croissance des ventes (+14 % à 1,78 milliard d'euros) sur un marché mondial.

Crédité de cette incontestable réussite française, Bernard Charlès s'est autorisé cet hiver une impertinence à l'égard de l'establishment des affaires, à mille lieues de sa préférence habituelle pour la discrétion. Dassault Systèmes a claqué la porte en décembre du grand projet tricolore de « cloud computing », l'informatique dans les nuages.

Il travaillait à ce projet de centres de données sécurisés depuis deux ans avec Orange, Thalès et

rent. Dassault Systèmes a annoncé mercredi s'être allié avec SFR, le principal concurrent d'Orange, confirmant les informations de *Challenge*.

L'enjeu de ce renversement d'alliance ? Profiter d'un apport sans précédent d'argent public pour développer une offre aux entreprises soucieuses de la nationalité des « data centers » dans lesquelles sont traitées et stockées leurs informations sensibles ou stratégiques.

## L'Etat est en situation de pouvoir choisir entre deux projets concurrents

135 millions d'euros, tel est le montant que l'Etat est prêt à investir pour faire émerger une alternative aux services actuellement proposés par les IBM, Google, Amazon et autres Microsoft. Un joli coup de pouce venu du Fonds national pour la société numérique mis en place par Nicolas Sarkozy.

L'Etat se retrouve donc aujourd'hui en situation de pouvoir choisir entre deux projets concurrents. Une chance. Mais il ne faut pas traîner, car la France est déjà bien en retard. Certes, les PME, tout comme les administrations et les grandes entreprises, ont plethore de prestataires de qualité à leurs portes. Mais ils sont essen-

## Les Européens se disent de plus en plus exaspérés par les attermoissements grecs

L'Eurogroupe devait se réunir le 9 février dans la soirée. Au menu : le second plan d'aide à Athènes.

Jean-Claude Juncker n'a pas attendu la fin des négociations en Grèce pour convoquer une nouvelle réunion des ministres des finances de la zone euro, jeudi 9 février à Bruxelles. Pour le président de l'Eurogroupe, c'était, dès mercredi après-midi, une façon de mettre la pression sur les différents partis grecs, afin qu'ils parviennent à un compromis sur le programme d'ajustement exigé par les créanciers internationaux. Et que les grands argentiers puissent préciser les modalités du second plan d'aide à Athènes.

Tandis que le compte à rebours est engagé pour éviter une faillite de la Grèce, les Européens ne cachent plus leur exaspération. Ils ont de moins en moins confiance dans la capacité des autorités grecques à surmonter la crise, en dépit des milliards d'euros de prêts dont elles bénéficient depuis deux ans.

Les dernières tractations à Athènes ont mis les nerfs des dirigeants de la zone euro à rude épreuve. Après plus de sept heures de réunion, les chefs de partis associés au

gouvernement de Lucas Papademos ont quitté le Palais Maximou, le siège du Premier ministre, peu après minuit dans la nuit de mercredi à jeudi sans parvenir à surmonter un ultime point de blocage sur les retraites. Le président de Nouvelle démocratie (droite) Antonis Samaras, soucieux de ménager son avenir politique dans la perspective d'éventuelles législatives en avril, s'oppose à une baisse de 15 % de leur montant.

Dans la foulée, M. Papademos et son ministre des finances Evangelos Vénizélos ont rejoint les représentants de la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes (Commission européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne). « Il reste encore des questions qui doivent être résolues d'ici à la réunion de l'Eurogroupe », a déclaré M. Vénizélos.

Pour le reste, le Pasok et Nouvelle démocratie ont accepté la plupart des autres mesures qui vont créer un véritable choc dans la population : réduction du coût du travail de 15 %, baisse de 22 % du

salaire minimum à 586 euros, suppression de 150 000 emplois dans le secteur public en 2012. A la clef, 3,3 milliards d'euros d'économies.

## Forcer un compromis

Ces derniers jours, les pressions se sont multipliées pour forcer un compromis en Grèce. La ligne a été fixée vendredi 3 février lors d'une discrète réunion à Berlin des ministres des finances des pays bénéficiant du fameux triple A - Allemagne, Pays-Bas, Finlande et Luxembourg : pas de second plan d'aide sans un accord sur un nouveau programme drastique d'économies et de réformes. « Les créanciers se lassent de devoir voler au secours d'un pays qui ne veut pas s'aider lui-même », observe un proche du dirigeant du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Les Européens constatent que les réformes déjà promises ont du mal à voir le jour, que les privatisations sont balbutiantes, et que les comptes publics restent dans le rouge. Certes, il y a la récession, mais ce n'est pas tout. Athènes ne

respecte pas ses engagements. Son attitude est jugée d'autant moins excusable que les deux autres pays sous assistance du FMI et de la zone euro, le Portugal et l'Irlande, mettent peu ou prou en œuvre leurs promesses, même s'ils ne sont pas tirés d'affaire. « Les Grecs font du chantage à la faillite, mais leurs menaces sont moins persuasives depuis que la crise de la zone euro s'est apaisée », observe un diplomate néerlandais pour décrire le sentiment général.

Signe des temps, le débat sur une sortie de la Grèce de l'euro est de retour. Tandis qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy plaident pour son maintien dans l'Union monétaire, quelques voix se font entendre pour suggérer le contraire : « Il n'y a pas mort d'homme si quelqu'un quitte la zone euro », a lâché une des vice-présidentes de la commission, la Néerlandaise Neelie Kroes : « Il n'y a aucune assurance que la Grèce aille dans la bonne direction ». ■

PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)  
ET ALAIN SALLES (À ATHÈNES)

## Conjoncture &amp; vie des entreprises

## Finance L'Espagne emprunte 4 milliards d'euros

Le Trésor espagnol a recueilli, mer-

## Energie

## Baisse de 13 % du bénéfice net

pour GDF Suez à 4 milliards

veau système d'exploitation, Windows 8, lors du Congrès mondial de la téléphonie mobile à Barcelone (Espagne), le 29 février. L'ambi-

# Le populisme, dérive de la démocratie ?

Synonyme de démagogie, le mot est devenu une invective politique. Ses contours sont pourtant rarement définis. Entre critique et réhabilitation, réflexions sur un phénomène planétaire qui séduit à droite comme à gauche

## ■ Une notion floue et polysémique Histoire d'un mot chargé d'idéologie

Philippe Roger

Historien

Il n'y a pas d'entrée « populisme » dans le *Dictionnaire des idées reçues*. Et pour cause : le mot date de 1929. Mais nous pouvons y suppléer en mettant bout à bout les deux définitions favorites de Gustave Flaubert. « *Populisme* : on ne sait pas ce que c'est ; tonner contre. » Voilà qui résume assez bien la situation. Le mot est partout, sa définition nulle part. Quant à « tonner contre », éditorialistes et politiques s'y emploient quotidiennement.

La question du populisme a déclenché en France, depuis quelques mois, une avalanche d'analyses et de commentaires. Et sans doute faut-il faire la part de l'instrumentalisation politicienne, voire électoraliste. Mais le mal est plus profond et le malaise palpable. Ce malaise est d'ailleurs double.

À l'inquiétude suscitée dans une large partie de l'opinion par la « montée » des populismes, de leurs rhétoriques et de leurs thématiques, se superpose la frustration du citoyen sommé d'arbitrer une querelle dont les termes ne sont jamais définis – à commencer par le populisme lui-même. Blogs, sites et forums de discussion en témoignent. On y reproche aux politiques d'avoir fait de « populisme » un commode anathème. Mais avec plus d'insistance encore, on réclame des spécialistes, universitaires ou journalistes, qu'ils définissent le mot avant de stigmatiser la chose.

Définir le populisme n'a jamais été facile. Mais la difficulté s'accroît aujourd'hui de sa proximité. Car le temps n'est plus où le mot évoquait des places écrasées de soleil et des foules exubérantes haranguées par des machos à moustaches. Le populisme pouvait alors passer pour le mal de croissance de jeunes régimes à la constitution fragile. Aujourd'hui, il court la Vieille Europe et les experts s'alarment : ne serait-il pas plutôt la maladie sénile des démocraties ?

Le comparatisme dans le temps et l'espace garde-t-il sa pertinence ou faut-il admettre que le virus a muté ? Les instruments d'observation et d'analyse naguère tournés vers des phénomènes « exotiques » ou révolus sont-ils opératoires ici et maintenant ? Comment imaginer d'ailleurs que les experts soient les seuls à être immunisés contre un discours, celui du populisme, répandu dans toute la « logosphère », comme l'appelait Roland Barthes ? Le populisme contemporain est chez nous comme chez lui – intellectuels compris.

De là survient une seconde difficulté. Le mot populisme appartient aujourd'hui au registre politique. Dans ce registre, l'ambivalence est fréquente entre usage analytique et usage axiologique ou normatif. Dans le cas de populisme, cette ambivalence est extrême, puisque le mot renvoie tantôt à une catégorie descriptive de la science politique, tantôt à une imputation polémique dévalorisante, voire insultante.

Toute définition sera donc ici contentieuse. Le contrôle ou la reformulation des définitions font depuis longtemps partie du combat politique même. Ainsi voit-on, aux premiers mois de la Révolution, royalistes et « patriotes » se bombarder de lexiques aux définitions dévastatrices et la forme dictionnaire chère aux Lumières abandonner toute prétention à l'« exactitude » philosophique pour épouser les querelles les plus partisans. Il faut en prendre son parti : la « bonne définition » du populisme, réclamée par le public, est un leurre.

Ce n'est pas à dire qu'il faille jeter le bébé avec l'eau du bain et récuser tout usage du terme comme abusif ou manipulateur. C'est suggérer qu'à l'obsession de la définition, il faut préférer le déploiement des significations. C'est faire le pari que le populisme désigne un complexe

restaurer une communauté perdue. A la même époque, aux États-Unis, le *populism* rural et petit-bourgeois voulut réincarner le peuple fondateur de la démocratie américaine : « *We the People* ». La nation révolutionnaire unanime des uns n'était pas plus réelle que la communauté slave harmonieuse des autres.

Ces premiers populismes historiques étaient en quête d'un avenir meilleur, mais ils le tiraient d'un passé réinventé. C'est sans doute pour quoi, dès l'origine, les « progressistes » n'ont pas fait bon ménage avec les populistes, même quand ceux-ci se voulaient révolutionnaires (comme les *narodniki*) ou réformistes (comme les *populists*). Mais si le mot populisme est chargé d'histoire, il doit aussi beaucoup à la littérature. Son acte de naissance, en 1929, est l'article de Léon Lemonnier paru dans *L'Europe* : « *Un manifeste littéraire : le roman populiste* ». Il n'est nullement indifférent qu'en français le mot ait d'abord désigné une école littéraire, avant d'être transplanté dans le lexique de l'analyse (ou de l'invective) politique.

Pas indifférent non plus que l'éphémère mouvement lancé par Léon Lemonnier et André Thérive se soit situé dans le sillage du naturalisme, mais d'un naturalisme épuré de ses « excès », ramené à l'hum-

### Les experts s'alarment : ne serait-il pas plutôt la maladie sénile des démocraties ?

d'idées, d'expériences et de pratiques qu'aucune typologie, si fouillée soit-elle, ne saurait épuiser. C'est reconnaître le populisme comme un objet versatile encore mal identifié et sur lequel il faut braquer plus d'une lunette. Car cet ovni a parcouru d'autres cieux avant d'envahir l'écran radar des politistes.

C'est un phénomène transversal qui, s'il se manifeste avec plus d'éclat dans le champ politique, divise la culture et la connaissance. Ainsi il importe moins de circonscrire le sens du mot que de redéployer la notion dans la complexité de son histoire.

Cette complexité est réelle. On ne peut l'imputer aux seules manipulations dont le mot fait l'objet : elle tient à la sédimentation en lui de plusieurs histoires. Les premières selon la chronologie sont russes et américaines. Elles remontent au XIX<sup>e</sup> siècle, mais irriguent encore le paysage contemporain. Ainsi du paradoxe qui fait que le populisme, dont on ne peut pas dire qu'il soit né à droite, ait toujours été considéré avec suspicion par la gauche.

Les *narodniki* de la Russie tsariste, en « allant au peuple », rêvaient de

## ■ Divergences des extrêmes « Nonistes » de gauche et de droite ne se ressemblent pas

Vincent Tiberj

Chargé de recherche à Sciences Po  
(Centre d'études européennes-FNSP)

Le débat actuel sur le populisme est intéressant, par les représentations antagonistes des citoyens « ordinaires » qui s'y expriment et les échos des théories élitistes de la démocratie qu'elles raniment.

D'aucuns mettent en avant la supposée fermeture au monde et l'intolérance des citoyens « ordinaires » et pointent leur rejet de l'Europe. Certains, au contraire, questionnent leur droitisation. D'autres enfin redoutent que les « extrêmes » ne les séduisent au détriment des partis de gouvernement.

Plutôt que d'analyser les styles et les programmes, penchons-nous sur les électeurs concernés, en analysant ce qu'ils veulent, ce qui les unit et ce qui les différencie, en remontant jusqu'à la présidentielle de 1988. Il s'agira ici des électeurs historiques de Jean-Marie Le Pen, d'Arlette Laguiller ou d'Olivier Besancenot, ainsi que du non au traité constitutionnel européen de 2005, qu'on comparera pour l'heure aux proches de la « gauche de la gauche » et du Front national de 2012.

Il est une constante et un point commun dans les votes en faveur de Jean-Marie Le Pen, d'Arlette Laguiller ou d'Olivier Besancenot entre 1988 et 2007 : la critique du fonctionnement de la démocratie en France. Ainsi, le vote FN en 1988 passait de 5 % parmi les électeurs considérant qu'elle fonctionnait très bien à 23 % chez ceux qui considéraient qu'elle ne fonctionnait « pas bien du tout ». Et la défiance politique pousse également à choisir la « gauche de la gauche ». Arlette Laguiller doit sa percée de 1995 en partie à ces électeurs très critiques, parmi lesquels elle obtient 6 % des voix (contre 2 % chez les « très satisfaits »).

En 2007, 11 % des très critiques votent Besancenot, et 2 % des très satisfaits. Une défiance en commun peut-elle suffire à en conclure à l'équivalence de ces deux électeurs ? S'ancre-t-elle dans les mêmes préférences de société ? Le parallèle avec le vote non au référendum s'impose. Dominique Reynié, professeur à Sciences Po, se fonde sur les tracts distribués par les « nonistes » de droite et de gauche, les englobant, parlant d'un « vertige social-nationaliste » commun.

Pourtant, ces voix ne disent pas la même chose. Le non de gauche exprime principalement un non social, tandis que les partisans du non de droite considèrent à la fois les questions nationales et sociales.

Parmi ces derniers, l'Europe suscitait en 2005 les peurs d'une moindre protection sociale (76 %), d'une montée du chômage (86 %), d'un afflux d'immigrés (76 %) et d'une perte d'identité nationale

(72 %). Pour les nonistes de gauche, si les chiffres s'élevaient à 85 % pour l'Etat-providence et 90 % pour le chômage, ils n'atteignaient « que » 45 % pour les immigrés et 42 % pour l'identité nationale.

Les nonistes de gauche étaient-ils xénophobes ? Pas plus que les « oui de droite » : 49 % craignaient que l'Europe n'entraîne un afflux d'immigrés. Les nonistes de gauche étaient-ils vraiment anti-Europe ? 54 % d'entre eux considéraient que la France a bénéficié de l'Union européenne (29 % chez les nonistes de droite) ; seulement 23 % auraient été soulagés si l'UE avait été abandonnée (contre 39 % à droite). Ils étaient plus eurocritiques qu'europhobes.

La plus grande différence entre « extrêmes » tient à leurs positionnements en valeurs sur le libéralisme économique (protection sociale, redistribution des richesses) et sur le libéralisme culturel (immigration, multiculturalisme, homoparentalité, etc.). Cela vaut pour hier et vaudra pour demain.

### La dimension socio-économique est moins structurante pour les électeurs du FN

Ainsi, l'ampleur du vote FN augmente avec le conservatisme culturel. Parmi les 10 % des électeurs les plus libéraux culturellement, aucun n'a choisi Le Pen entre 1988 et 2007. Parmi les 10 % les plus conservateurs culturellement, le vote Le Pen a toujours été fort, passant de 29 % en 1988 et 1995 à 33 % en 2002, pour retomber à 24 % en 2007. Surtout, les votes en faveur de la « gauche de la gauche » s'accroissent aussi dans les attitudes socio-économiques, au contraire, du vote FN. Ainsi en 2007, parmi les 10 % des électeurs les plus sociaux, 17 % se tournent vers les candidats d'extrême gauche, contre 3 % vers le FN.

En revanche, parmi les électeurs les plus libéraux économiquement, seulement 13 % à 15 % choisissent le FN en 1995 et 2002, et encore 7 % en 2007 (aucun ne s'étant reporté sur l'extrême gauche). La dimension socio-économique est moins structurante pour les électeurs du FN.

L'extrême gauche électorale est de gauche avant tout et se distingue donc clairement de l'extrême droite, tant par ses valeurs sociales que ses valeurs culturelles. Difficile, donc, d'additionner les extrêmes (des urnes, en tout cas), même s'ils ont la défiance en commun. Dans un contexte où la dimension culturelle s'impose de plus en plus, le vieux clivage gauche-droite a encore de l'avenir.

D'ailleurs, l'électorat le plus proche de l'extrême droite sur ces questions est désormais celui de la droite traditionnelle. Ce n'est donc pas un hasard si l'absence de Marine Le Pen profiterait à Nicolas Sarkozy plutôt qu'à Jean-Luc Mélenchon, ou si la principale réserve du président sortant au second tour se situe à sa droite. ■

## Les Débats de la Présidentielle

vendredi 10 février - 18h20

Delphine Batho/Florian Philippot - Quelle politique d'immigration la France doit-elle adopter ?

sur France Inter et Public Sénat avec Matthieu Aron de France Inter, Luc Bronner du journal *Le Monde* et la participation de Gilles Leclerc de Public Sénat.

A retrouver sur : [franceinter.fr](http://franceinter.fr), [publicsenat.fr](http://publicsenat.fr) et Dailymotion

Dailymotion

Le Monde

PUBLIC  
SENAT

france  
inter



## « Sans une certaine dose de populisme, la démocratie est inconcevable aujourd'hui »

**Ernesto Laclau**

Professeur émérite à l'université d'Essex, auteur de « La Raison populiste » (Seuil, 2008)

**Pourquoi opérez-vous une réévaluation du concept de populisme, aujourd'hui largement synonyme de démagogie ?**

« Populisme » n'est pas pour moi un terme péjoratif, mais une notion neutre. Ce mot est aujourd'hui devenu un repoussoir, un peu comme l'a été celui de « démocratie » en Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La démocratie, c'était aux yeux des gens installés, le retour du jacobinisme et du gouvernement de la plèbe. Le populisme est une façon de construire la politique. Il joue la base contre le sommet, le peuple contre les élites, les masses mobilisées contre les institutions officielles figées. Mussolini comme Mao étaient des populistes. Tout comme Viktor Orban et Hugo Chavez, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon le sont aujourd'hui.

De droite ou de gauche, dangereux ou émancipateur, le populisme investit le peuple, autre mot dont le sens est à chaque fois redéfini. Alimentation, logement, santé ou scolarité : le populisme s'oppose à la doctrine technocratique de Saint-Simon (1760-1825) selon laquelle il faut « remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses ».

**Quelle est la différence entre le populisme de droite et le populisme de gauche ? Et pourquoi le populisme de droite est-il si présent en Europe alors que celui de gauche domine en Amérique latine ?**

En Europe occidentale et orientale, la plupart des populismes sont de droite, de Silvio Berlusconi à Geert Wilders. Chez eux, le rejet de l'immigration, du multiculturalisme et l'affirmation de l'identité nationale priment sur les revendications sociales. En Europe, les catégories populaires se sont détournées de la gauche gouvernementale, jugée trop proche de la droite libérale. Il faut dire que, sur certains points, la politique de Tony Blair a emboîté le pas de celle de Margaret Thatcher, pour ne parler que de la Grande-Bretagne.

Sa politique a même accentué la dérégulation des marchés et de l'Etat opérée par la « Dame de fer ». Et le scénario s'est produit dans presque tous les pays d'Europe. Ainsi, on a pu voir prospérer en France ce que l'on a appelé le « gauchisme-léonisme », ces reports de voix d'anciens communistes sur le Front national, phénomène que l'on observe partout sur le continent européen.

**Quelle est la singularité du populisme latino-américain ?**

Contrairement à l'Europe, l'Amérique latine n'a pas connu d'alliance entre le libéralisme et la démocratie

au XIX<sup>e</sup> siècle. Et donc, au siècle suivant, les mouvements populaires ont adopté des positions non libérales et plutôt nationalistes, une tendance reconnaissable à travers presque tout le sous-continent.

Il y a eu la présidence de Getúlio Vargas au Brésil (1930-1945, puis 1951-1954), le péronisme argentin, le mouvement nationaliste révolutionnaire en Bolivie. La première présidence du général Carlos Ibáñez del Campo au Chili de 1927 à 1931 participe du même mouvement. Mais le populisme nouvelle version, aujourd'hui au pouvoir en Argentine, au Brésil, au Venezuela, en Equateur et en Bolivie, parvient le plus souvent à traiter avec respect les institutions libérales de l'Etat tout en répondant aux espoirs populaires et démocratiques.

**Solidarité avec Bachar Al-Assad, soutien à Ahmadi-nejad et salut à l'« extraordinaire journée démocratique » que fut sa réélection... Chavez ne discrédite-t-il pas selon vous le populisme sud-américain ?**

**Le « printemps arabe » a été un mouvement prépopuliste, même s'il lui manquait pour cela de se cristalliser dans un parti ou d'être incarné par un leader charismatique**

Je ne partage pas l'opinion de Chavez lorsqu'il prend la défense des régimes dirigés par ces hommes. Cependant, je m'oppose à toute intervention militaire dans leur pays. Mais la présidence Chavez doit être évaluée en prenant en compte les réformes internes qu'il a menées au Venezuela. Et, de ce point de vue, le progrès social est véritablement important.

**Le populisme est-il selon vous l'avenir de la démocratie ?**

Je dirais qu'une démocratie vivante doit savoir créer un équilibre entre le monde institutionnel et les revendications populaires, qui s'expriment parfois à travers le populisme. De ce point de vue, le « printemps arabe » a été un mouvement prépopuliste, même s'il lui manquait pour cela de se cristalliser dans un parti, ou d'être incarné par un leader charismatique.

Nestor Kirchner, qui fut président de la République argentine de 2003 à 2007, puis sa femme, Cristina Fernandez Kirchner, élue en 2007, ont réussi à accomplir des réformes justes jouant sur cet équilibre. Ainsi, le régime des pensions de retraite a été renationalisé, après les privatisations imposées par le gouvernement de Carlos Menem, une couverture santé universelle a été instaurée et le mariage homosexuel a été autorisé. Sans une certaine dose de populisme, la démocratie est inconcevable aujourd'hui. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG

## ■ Défendons le pluralisme ! Une malsaine opposition entre le peuple et les élites

**Jan-Werner Mueller**

Professeur de théorie politique à l'université de Princeton (Etats-Unis)

Il est aujourd'hui communément admis que le populisme progresse partout en Occident. Sa principale mouture américaine est le Tea Party ; en Europe, on trouve en France le Front national, en Italie la Ligue du Nord. La plus connue et probablement la plus puissante de ces formations est le Parti de la liberté de Geert Wilders, violemment hostile à l'islam, et du bon plaisir duquel dépend la survie de la coalition au pouvoir aux Pays-Bas.

Mais qu'est-ce au juste que le populisme ? Beaucoup d'entre nous pensent être en mesure de le reconnaître d'emblée : xénophobie plus ou moins ouverte, revendication d'une baisse des impôts, appel aux peurs du déclassement social et ressentiment à l'égard des élites cosmopolites semblent constituer les traits marquants des partis et des discours populistes.

Pouvons-nous cependant nous accommoder d'une telle énumération quand le populisme, dans certains contextes historiques au moins – notamment aux Etats-Unis –, a également été associé à des politiques progressistes ? Et comment qualifier ces hommes politiques qui reprennent certains points mentionnés dans notre liste, mais qui font à l'évidence partie de la classe politique traditionnelle ?

Malgré tous les débats en cours sur le populisme, il n'est pas du tout évident que nous sachions de quoi nous parlons en la matière. Nous ne disposons tout simplement de rien qui ressemble à une théorie du populisme, ni même de critères cohérents pour pouvoir affirmer que tel ou tel acteur politique a effectivement versé dans le populisme. Au cours des dernières années, ce sont les penseurs de gauche qui ont fait le plus d'efforts pour mieux appréhender le phénomène.

L'essayiste argentin Ernesto Laclau, le théoricien du populisme le plus subtil de la période récente, soutient que le populisme vise à établir une « hégémonie culturelle » : les dirigeants et mouvements populistes concentrent leur action sur une exigence (comme la baisse des impôts) à laquelle un grand nombre de gens peuvent s'identifier, mais cette demande concentre de nombreuses autres exigences que le système tel qu'il est ne satisfait pas. Un combat devient donc l'équivalent de nombreux autres.

Ernesto Laclau s'est attiré les critiques de certains de ses camarades de gauche qui lui objectent que le populisme s'emploie toujours à fabriquer des ennemis et est même « proto-fasciste ». Affirmant cependant que toute politique s'emploie à créer des identités populaires au travers du conflit, M. Laclau entend surmonter les habitudes définitionnelles péjoratives du populisme et faire comprendre à la gauche que « la construction d'un peuple est la principale tâche d'une politique radicale ».

Si elle est originale, cette théorie élargit tellement la signification du populisme que le terme perd toute valeur analytique. Un populiste serait-il simplement un hom-

me politique qui réussit mais que l'on n'apprécie pas ? Je dirais que le populisme ne renvoie pas tant à une base sociale particulière qu'à une forme d'imaginaire politique. C'est une façon de voir le monde politique qui oppose un peuple unifié – mais parfaitement fictif – à de petites minorités qui sont exclues du peuple authentique. Un des traits caractéristiques du populisme est qu'il dénonce une « coalition malsaine » entre une élite qui n'appartient pas vraiment au peuple et des groupes minoritaires qui n'y ont pas non plus tout à fait leur place.

Ce que, nécessairement, le populisme nie, c'est le pluralisme des sociétés contemporaines : dans l'imaginaire populiste, il n'y a que le peuple légitime, d'une part, et, de l'autre, ceux qui s'introduisent illégalement, d'en haut et d'en bas, dans notre politique. Ce désir irréalisable d'unité – ainsi que le déni du désaccord et des divisions légitimes – révèle une affinité surprenante entre l'imaginaire politique populiste et le totalitarisme tel qu'il fut théorisé par Claude Lefort et Cornelius Castoriadis dans les années 1970 et 1980. Ces penseurs, tous ardents socialistes et démocrates, affirmaient que le totalitarisme n'est pas un régime qui exerce un pouvoir total sur ses sujets, mais qui traduit la vision d'une société complètement unifiée, littéralement incarnée dans un leader comme Hitler.

Cela signifie-t-il que le Tea Party ou Geert Wilders nous ramèneront au goulag ? Non. S'il existe une forte proximité

**Ce désir irréalisable d'unité révèle une affinité surprenante entre l'imaginaire politique populiste et le totalitarisme**

entre l'imaginaire politique du populisme et celui du totalitarisme, leurs objectifs politiques et leurs méthodes ne sont pas équivalents. Mais cette proximité n'est pas insignifiante. Le contraire du populisme n'est pas l'élitisme, mais le pluralisme, et le populisme est par (ma) définition non libéral. Et cela a des implications sur la façon dont les partis et mouvements de gauche devraient réfléchir au populisme.

La gauche doit-elle se mobiliser contre les élites irresponsables et les politiques néolibérales ? Doit-elle articuler une vision de la société que tous les citoyens soient à même de partager ? Bien entendu – mais en avançant des arguments politiques et en faisant des propositions, pas en s'appuyant sur un imaginaire populiste. Penser que les progressistes ne peuvent vaincre qu'en jouant la partition populiste est une sorte de défaitisme qui a d'ores et déjà coûté très cher à un certain nombre de partis européens appartenant tant à la gauche modérée qu'à la droite modérée.

Le populisme n'est pas, comme on l'affirme parfois, le correctif nécessaire à l'élitisme des démocraties matures. Le populisme est toujours pernicieux et il doit être pris au sérieux. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)  
L'intégralité de cette tribune

## Repères

### Revue « Critique »

Dans sa dernière livraison, la revue *Critique* questionne les significations et réalités de ce « spectre qui hante l'Europe » (n° 776-777, janvier-février, Les Editions de Minuit, 192 pages, 13,80 €). Du kitsch nationaliste suisse (Jérôme Meizoz) à la rhétorique de Jean-Luc Mélenchon (Pierre Birnbaum), du maccarthysme au Tea Party (Pap Ndiaye), jusqu'au discours identitaire anti-islam (Olivier Roy), la revue *Critique*, fondée par Georges Bataille, décortique les publications les plus représentatives du moment sur le sujet, explore toutes les facettes des populismes et se demande si ces courants nous entraînent vers une pente aussi fatale qu'on le prédit (Nonna Mayer).

Né en 1935 à Buenos Aires, le philosophe Ernesto Laclau est l'un des principaux théoriciens du populisme. Professeur invité à l'université Northwestern (Chicago), il est l'auteur de « La Guerre des identités » (La Découverte, 2000)

### Revue « Cités »

Dirigée par le philosophe Yves-Charles Zarka, le dernier numéro de la revue *Cités* consacre son dossier à la question « Le populisme contre les peuples ? » (n° 49, 199 pages, 15 €). Coordonné par Christian Godin, cet ensemble analyse les populismes latino-américains (Guy Hermet) ou l'idéologie chaviste (Stephen Lounay) et revient sur un phénomène qui se présente à la fois comme une « critique de la démocratie » et une « exigence de démocratie ». « Le Monde des livres » Un dossier de deux pages est consacré aux derniers ouvrages parus sur le populisme, une notion plurielle et controversée.